



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale des affaires maritimes,
de la pêche et de l'aquaculture**

Fourniture de pièces de rechange (acier, polyéthylène rotomoulé, aluminium) pour bouées de signalisation maritime

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : DGAMPA-SNC2-2022-11-BOUEES

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 Identification	4
1.1.1 Acheteur	4
1.1.2 Titulaire	4
1.2 Contexte du marché	4
1.3 Objet du marché	4
1.4 Type de marché.....	5
1.5 Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)	5
Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1 Procédure de passation.....	5
2.2 Allotissement	5
2.3 Forme du marché	5
Article 3 - DUREE DU MARCHÉ	5
Article 4 - LIEUX DE LIVRAISON ET D'EXECUTION.....	5
4.1 Lieux de livraison	5
4.2 Lieu d'exécution.....	6
Article 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
6.1 Représentation des parties.....	6
6.1.1 Représentation de l'acheteur.....	6
6.1.2 Représentation du titulaire.....	6
6.2 Conditions d'exécution	7
6.2.1 Responsabilité du titulaire	7
6.2.2 Obligation du titulaire pour l'exécution du marché	7
6.2.3 Passation des commandes	7
6.2.4 Emission et exécution des bons de commande.....	8
6.2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance	9
6.3 Obligations du titulaire	9
6.3.1 Obligation d'information.....	9
6.3.2 Mesures de sécurité	9
6.4 Responsabilité du titulaire	9
6.5 Confidentialité et secret des affaires	9
6.6 Constatations de l'exécution des prestations	10
6.6.1 Contrôle	10
6.6.2 Opérations de vérification.....	10
6.6.3 Décisions après vérification.....	11

6.7 Garantie	11
6.8 Considérations sociales.....	11
6.9 Considérations environnementales	11
6.10 Clauses de réexamen.....	11
6.11 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	11
6.12 Pénalités	14
6.12.1 Pénalités de retard	14
Article 7 - REGIME FINANCIER.....	14
7.1 Forme et contenu des prix.....	14
7.2 Variation des prix.....	14
7.3 Avances	15
7.4 Modalités financières.....	16
7.4.1 Répartition des paiements.....	16
7.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)	16
7.4.3 Intérêts moratoires.....	16
7.4.4 Modalités de facturation	16
7.4.5 Mentions obligatoires.....	16
7.4.6 Transmission des factures.....	17
7.4.7 Application de la taxe à la valeur ajoutée	18
7.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	18
Article 8 - SOUS-TRAITANCE.....	19
Article 9 - RESILIATION	19
Article 10 – DISPOSITIONS DIVERSES.....	19
10.1 Echanges dématérialisés	19
10.2 Langue.....	19
10.3 Propriété industrielle.....	20
10.4 Assurances	20
10.5 Autres obligations administratives.....	20
Article 11 - DIFFERENDS ET LITIGES.....	21
11.1 Différends	21
11.2 Litiges et contentieux.....	21
Article 12 - DEROGATIONS.....	21

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Identification

1.1.1 Acheteur

Pouvoir adjudicateur	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Secrétariat d'État chargé de la mer Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture (DGAMPA)
Adresse du pouvoir adjudicateur	Tour Séquoia – 1 place Carpeaux 92055 La Défense Cedex
Personne représentant le pouvoir adjudicateur	Directeur Général des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture ou son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	La direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture, représentée par la cheffe du bureau gestion et commande publique ou son représentant
Courriel	gcp-achat.man.dam.dgampa@developpement-durable.gouv.fr

1.1.2 Titulaire

Le titulaire, au sens de l'article 2 du CCAG-MI, est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. Il est désigné dans l'acte d'engagement (AE).

1.2 Contexte du marché

Les bouées de balisage maritime sont des repères flottants matérialisant des zones navigables, des dangers ou une information particulière. Elles constituent une composante importante de la signalisation maritime.

La tendance a été, ces dernières années, à remplacer les bouées en acier par des bouées modulaires, plus simples à entretenir.

Un stock de pièces détachées est nécessaire dans les centres d'exploitation du balisage afin d'assurer la continuité du service à l'utilisateur par le renouvellement des éléments disparus ou endommagés de ces bouées au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

1.3 Objet du marché

Le marché a pour objet la fourniture de pièces de rechange (acier, polyéthylène rotomoulé, aluminium) pour bouées de signalisation maritime.

Le périmètre géographique du présent marché couvre tous les services des phares et balises du Secrétariat d'État chargé de la mer français, en métropole et en Outre-mer.

La description des prestations attendues sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.4 Type de marché

Le présent marché est un marché de fournitures industrielles. Ce marché se réfère aux cahiers des clauses administratives générales applicables aux marchés publics industriels (CCAG-MI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, paru au JO du 1er avril 2021.

1.5 Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 34515100-1 : bouées de marquage.
34994000-1 : signalisation et éclairage maritimes - 34930000-5 : équipement maritime

Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure de passation

Le marché est passé selon la **procédure formalisée, appel d'offre ouvert** en application des articles R.2124-1, 1° du R.2124-2, R.2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

2.2 Allotissement

Le marché est alloti en trois lots:

- Lot n°1 : Pièces détachées acier : porte-lests, porte-flotteurs, brides de serrage et lests
- Lot n°2 : Pièces détachées plastiques : flotteurs en polyéthylène rotomoulé et plaques d'isolation en polyéthylène
- Lot n°3 : Pylônes peints (hauteurs: 1,40m / 2,50m / 3,30m / 4,10m) de supports de voyant et de voyants aluminium pour bouées de signalisation maritime

2.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Il est conclu à prix unitaires conformément à l'article R.2112-6-1 du code de la commande publique et tels que mentionnés dans le bordereau des prix unitaires, annexe à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R.2162-4 du code de la commande publique, le présent accord-cadre mono-attributaire, exécuté par bons de commandes, est conclu avec un maximum sur la durée du marché de :

- 3 500 000 € HT pour le lot 1
- 3 500 000 € HT pour le lot 2
- 1 500 000 € HT pour le lot 3

Article 3 - DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période de deux (2) ans renouvelable deux (2) fois un (1) an par tacite reconduction à compter de sa date de notification.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans toutefois que celle-ci ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La durée du marché public court à compter de sa date de notification.

Article 4 - LIEUX DE LIVRAISON ET D'EXECUTION

4.1 Lieux de livraison

Les lieux de livraison des prestations objets de la présente consultation sont les services des phares et balises du Secrétariat d'État chargé de la mer, rattachés aux directions interrégionales de la mer (DIRM) situés en France métropolitaine et en Outre-Mer.

La liste détaillée des lieux de livraison des fournitures est précisée en annexe n°2 de l'acte d'engagement.

4.2 Lieu d'exécution

Les prestations de fabrication et d'emballage s'effectuent dans les locaux du titulaire.

Conformément à l'article 29 du CCAG-MI, le stockage, l'emballage, le transport et la gestion des déchets sont de la responsabilité du titulaire.

Article 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement en un original intégralement complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société ;
 - Le bordereau des prix unitaires (B.P.U : annexe n°1) complété, daté et signé par une personne habilitée à engager l'entreprise ;
 - La liste des lieux de livraison de fournitures (annexe n°2);
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP - 1 par lot) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-MI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-MI, la notification du marché ne comprend que la copie de l'acte d'engagement et de ses annexes financières.

Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Représentation des parties

6.1.1 Représentation de l'acheteur

Le pouvoir adjudicateur est représenté par Monsieur le directeur général des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture ou son représentant.

Le suivi de l'exécution globale du marché est assuré par la cheffe du bureau gestion et commande publique ou son représentant.

Le suivi des bons de commande est assuré par le chef du bureau des phares et balises ou son représentant. Il est assisté d'un correspondant technique désigné parmi les services acheteurs de DIRM ou DM.

Une liste des interlocuteurs désignés pour chaque DIRM ou DM est notifiée au titulaire en début de marché. Elle est mise à jour et notifiée au titulaire à chaque fois que nécessaire.

6.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-MI, dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

En cas de modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personnes ayant de pouvoir d'engager la société, raison ou siège sociaux, coordonnées bancaires...) et pouvant influencer sur le déroulement du marché, le titulaire est tenu d'en informer le pouvoir adjudicateur sans délai.

6.2 Conditions d'exécution

6.2.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens conformes à ce qu'il a décrit dans son mémoire technique, lui permettant de garantir la qualité des services fournis ainsi que leur conformité aux exigences du présent marché et en apporter la preuve.

Le titulaire a la responsabilité de livrer les prestations conformes réalisées selon les exigences du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché.

6.2.2 Obligation du titulaire pour l'exécution du marché

Le titulaire réalise les prestations conformément aux dispositions du CCTP et de son mémoire technique.

Il s'engage notamment :

- à informer régulièrement le pouvoir adjudicateur ou son représentant de l'état de l'avancement des prestations;
- à respecter le délai d'exécution.

En particulier, s'agissant de la **provenance des matériaux et produits**, le titulaire a liberté de choisir la provenance des produits et appareils nécessaires à l'exécution du marché.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises, le titulaire du marché peut proposer à l'acheteur des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres États membres de l'Espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes signataires des accords dits « E.A » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à la norme NF EN 45011 ou NF EN 45013. Le titulaire du marché doit alors apporter à l'acheteur les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

6.2.3 Passation des commandes

Pour chacun des lots, le marché prévoit deux mécanismes différents pour la passation des commandes au titulaire : les commandes groupées et les commandes individuelles.

Une date cible pour les commandes groupées est fixée au **15 avril de chaque année civile**.

A titre exceptionnel, lors de la première année civile d'exécution du marché, entre la date de notification de celui-ci et le 31 décembre, la date cible est fixée à 2 mois après la notification du marché.

• Les commandes groupées

Les différents services acheteurs des DIRM et DM s'efforcent de regrouper leur commande afin que le titulaire puisse optimiser sa chaîne de production, les prestations de livraison et par conséquent les coûts.

Le titulaire réceptionne l'ensemble des commandes des services qui lui sont transmises entre le 01 janvier de l'année et la date cible (cette date étant incluse). Sur la base de cet ensemble de commandes, il lance sa production et livre les différents services acheteurs dans un délai de N mois à compter de la date cible, N étant défini dans l'offre du titulaire et étant inférieur à 6 mois pour les livraisons en France métropolitaine et à 8 mois pour les livraisons en Outre-mer.

Ce mécanisme a vocation à être le mode normal de commande de ce marché. Les prix correspondant à ce mode de commande sont définis dans [les séries "GR" des paragraphes B à K du bordereau des prix unitaires et correspondant aux prix unitaires des fournitures livrées en fonction des sites de destination](#).

Pour ce qui relève des commandes groupées, le titulaire émet un message d'alerte aux représentants des acheteurs DIRM/DM désigné 15 jours calendaires avant la date cible afin de s'assurer de la bonne transmission des commandes. De même il adresse à cette même échéance un bilan des commandes à la DGAMPA, et le cas échéant un bilan de commande consolidé à la fin du délai de commande groupée.

- **Les commandes individuelles**

Toute commande transmise après la date cible est considérée comme individuelle et ne permettant pas l'optimisation.

Le titulaire réceptionne chaque commande, lance la production correspondante et assure la livraison dans un délai de N mois à compter de la date de réception de la commande, N étant défini dans l'offre du titulaire et étant inférieur à 6 mois pour les livraisons en France métropolitaine et à 8 mois pour les livraisons en Outre-mer.

Ce mécanisme a vocation à être réservé aux commandes imprévues, non programmables en début d'année. Les prix correspondant à ce mode de commande sont définis dans la série "IND" [du paragraphe A](#) du bordereau des prix unitaires.

[Dans ce cas, les prix sont entendus hors livraison. Le titulaire établit un devis spécifique correspondant à la prestation de transport.](#)

[Après accord du service acheteur, ce devis est transformé en commande spécifique.](#)

6.2.4 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est :

- la date cible pour les bons de commande entrant dans la catégorie des commandes groupées
- la date de notification pour les bons de commande relevant de commandes individuelles

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture),
- les coordonnées du bénéficiaire (SIRET, ...) ,
- la date d'émission du bon de commande,
- le numéro du marché,
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement),
- la désignation et la quantité des prestations commandées en référence au bordereau des prix unitaires,
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) pour les prestations livrées en France Métropolitaine,
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) pour les prestations livrées en Outre-mer,
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande pour les prestations livrées en France Métropolitaine,
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande pour les prestations livrées en Outre-mer,
- les délais de livraison,
- l'adresse complète ou les adresses complètes de livraison,
- l'adresse de facturation.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée.

L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par l'article 14 du CCAG-MI.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

6.2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire et ses co-traitants doivent réunir l'ensemble des compétences et qualifications nécessaires pour le marché. La répartition des missions et tâches est présentée dans l'offre du groupement.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

6.3 Obligations du titulaire

6.3.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

6.3.2 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

6.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

6.5 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 1 000 € (mille euros) par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

6.6 Constatations de l'exécution des prestations

6.6.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG- MI approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021.

6.6.2 Opérations de vérification

Quatre types d'opération de vérification sont définies, elles peuvent être mises en œuvre par l'acheteur en fonction de ses besoins :

- la vérification documentaire : l'acheteur contrôle les documents et enregistrements du système qualité du titulaire démontrant la conformité et la qualité des produits. Tout autre document permettant cette démonstration est à fournir à la livraison.
- la vérification en usine : l'acheteur réalise une visite en usine afin de contrôler le respect des processus mis en œuvre par le titulaire ainsi que l'effectivité des moyens mis en œuvre. L'acheteur peut être accompagné d'un expert lors de la visite ou mandater un expert pour réaliser cette visite en son nom. L'acheteur informe le titulaire de son intention de réaliser une vérification en usine a minima 7 jours avant sa visite.
- La réalisation d'essai sur produit : l'acheteur réalise ou fait réaliser par un expert des essais, destructifs ou non, sur un produit afin de vérifier les caractéristiques, la qualité et la conformité d'un produit. Si le produit testé est non conforme, tous les produits similaires issus de la même production, pour des commandes groupées ou une commande individuelle, sont réputés non conformes. La réalisation d'un essai peut être faite à réception des matériels ou avant que le titulaire procède à la livraison.
- La vérification à la livraison : lors de la livraison, chaque service acheteur vérifie la conformité, tant en qualité qu'en quantité, des produits livrés par rapport à la commande. Le service acheteur peut réaliser :
 - un contrôle d'assemblage des parties pylône et porte-flotteur ;
 - des contrôles sur tout ou partie des pièces après livraison notamment au regard des soins apportés à leur manutention et au transport des pièces aux lieux de destination.

Pour chaque type de vérification, un procès-verbal de vérification est établi.

Les personnes habilitées pour lancer des opérations de vérification sont :

- Pour les vérifications à la livraison : chaque émetteur de bons de commande, qu'il s'agisse d'une commande groupée ou individuellement
- Pour la réalisation d'essai sur produit :
 - le pilote du marché ou son correspondant technique désigné dans le cadre des commandes groupées
 - chaque émetteur de bons de commande dans le cadre d'une commande individuellement
- Pour la réalisation des vérifications documentaires ou en usine, le pilote du marché ou son correspondant technique désigné

Le titulaire est tenu d'informer, le service émetteur de la commande dans le cadre d'une commande individuelle et le pilote du marché et son correspondant technique dans le cadre des commandes groupées, dès lors que les produits ont été fabriqués et contrôlés en usine. L'acheteur dispose de 7 jours pour lui faire part de sa volonté de réaliser des essais sur produits avant la livraison. Passé ce délai, le titulaire peut considérer que l'acheteur ne souhaite pas réaliser d'essai en usine.

6.6.3 Décisions après vérification

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG- MI approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

6.7 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG- MI approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021.

La garantie prévue au CCAG – MI s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Le point de départ pour les garanties est la réception prononcée à l'issue des opérations de vérification à la livraison.

6.8 Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

6.9 Considérations environnementales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations environnementales.

6.10 Clauses de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen qui peut être invoquée tout au long de la vie du marché notamment :

- en cas de circonstances imprévues ou imprévisibles
- en cas de nouveau titulaire se substituant au titulaire initial du marché
- en cas de modifications non substantielles
- en cas de modification de faibles montants
- en cas de services supplémentaires devenus nécessaires.

Les modifications sont strictement liées à l'objet du marché et font l'objet d'un avenant.

6.11 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par

l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché public. Toute modification de la durée du marché public ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché public à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché.

Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension. Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

6.12 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

6.12.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 15 du CCAG-MI en vigueur, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle:

P= le montant de la pénalité en € HT

V= Valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, hors variation des prix en HT

R= nombre de jours de retard

Article 7 - REGIME FINANCIER

7.1 Forme et contenu des prix

En application de l'article R.2112-6-1 du code de la commande publique, le marché est à prix unitaires (selon les prix indiqués dans le bordereau de prix unitaires) annexé à l'acte d'engagement.

Le bordereau des prix unitaires (BPU) fait état du prix des fournitures hors livraison sur site pour les commandes individuelles et du prix des fournitures livrées par service et par site pour les commandes groupées telles que définies au paragraphe 6.2.3.

Pour les fournitures livrées, les prix du BPU comprennent, les frais de manutention, de chargement, de déchargement, de livraison (y compris, pour les DOM-TOM, assurances, frais de douanes, droits et taxes, ...).

7.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire. Les prix du marché réputés pratiqués à la date de notification sont révisables mensuellement au 1er jour ouvrable du mois.

Choix des index

Les index I de référence choisis en raison de leur structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché correspondent aux index suivants :

- Lot n°1 – Acier : indice INSEE (010534269) - Intitulé : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 24.20 – Tubes en acier (hors accessoires) - Prix de marché – Base 2015
- Lot n°2 – Plastique : indice INSEE (010534628) – Intitulé : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché – CPF 22.29 - Autres produits en matières plastiques – Base 2015
- Lot n°3 – Aluminium : indice INSEE (010534274) – Intitulé : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 24.42 – Demi produits en aluminium Prix de marché – Base 2015

Les index sont publiés sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Révision des prix

Les prix de base sont révisés en hausse comme en baisse par application de la formule mentionnée ci-dessous :

$$P = P_0 [0,125 + 0,875 (0,45 (IME/IME_0) + 0,10(EBI/EBI_0) + 0,45(I/I_0))]$$

Avec :

P : prix de règlement

P₀ : prix de l'offre indiqué dans le bordereau des prix unitaires

IME : indice INSEE (010562712) – Intitulé : Indice des salaires mensuels de base - Industries mécaniques et électriques (IME) - (NAF rév. 2 - Postes 25-26-27-28-29-30-33 du niveau A88) - Base 100 au T2 2017. Valeur du dernier indice de référence connu. L'indice **IME₀** correspond à la valeur de l'indice au mois M₀ de l'offre.

EBI : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBI – Énergie et biens intermédiaires Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534840. Valeur du dernier indice de référence connu. L'indice **EBI₀** correspond à la valeur de l'indice au mois M₀ de l'offre.

I : valeur de l'indice afférente au mois M de fourniture des pièces

I₀ : valeur de l'indice afférente au mois M₀ de l'offre

Calcul des arrondis des coefficients de revalorisation des prix

Le calcul du coefficient de revalorisation est arrondi au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés s'appliquent à toutes les commandes postérieures à la date de révision. Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-MI, la facturation des prestations d'une commande se fait sur la base des prix révisés utilisés pour la commande.

7.3 Avances

Une avance de 30 % pour les petites et moyennes entreprises est accordée au titulaire pour les bons de commande supérieurs à 50 000€ HT sauf s'il en refuse le bénéfice dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le bénéfice de l'avance (article B4 de l'acte d'engagement).

7.4 Modalités financières

7.4.1 Répartition des paiements

Les prestations font l'objet d'un règlement partiel définitif.

7.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Le comptable assignataire compétent est :

Centre de gestion financier du MTE
Grande Arche de la Défense
Paroi Sud
92 055 - LA DÉFENSE Cedex

7.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

7.4.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

7.4.5 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La référence et l'objet du marché ;

- La référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande ;
- Le code SIRET de l'État : **11000201100044** ;
- Le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures : **FAC9450075**
- Une description sommaire des prestations effectuées ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations ou travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations ou travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant de l'avance éventuellement versée ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, la répartition du montant entre les cotraitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Sans ces renseignements, la facture n'est pas traitée et est automatiquement retournée au titulaire par le service facturier.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

7.4.6 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI – Échange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API – Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins :

- soit de déposer ses factures sur le portail ;
- soit de saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la

dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet aux adresses ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1>, rubrique « Nous contacter »

7.4.7 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi du fait du retard pris dans l'exécution des obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA. Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France doit faire apparaître sur ses demandes de règlement que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

7.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent marché public exécuté par la technique d'achat de l'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, le titulaire est tenu de :

- produire un état de la consommation, a minima une fois par an et chaque fois que l'acheteur le demande, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de **15** jours à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent **70** % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution du marché et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

- L'Acheteur :
 - veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
 - est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.
- Le Titulaire :
 - s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
 - s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

Article 8 - SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Article 9 - RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

Article 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent également via le profil acheteur PLACE ou par adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché.

Lors des échanges par adresse électronique, le titulaire accuse réception des messages qui lui sont transmis. La date de l'accusé de réception vaut date de notification. A défaut, passé 2 jours ouvrables, le message transmis est considéré comme notifié.

10.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

10.3 Propriété industrielle

L'ensemble des plans et modifications qui pourraient être apportées au cours de la vie du marché sont la propriété du pouvoir adjudicateur.

10.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

10.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire aux interlocuteurs identifiés dans la liste fournie par l'acheteur et sur la boîte fonctionnelle suivante : gcp-achat.man.dam.dgampa@developpement-durable.gouv.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes

de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

Article 11 - DIFFERENDS ET LITIGES

11.1 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

11.2 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Pontoise.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

2-4 Boulevard de l'Hautil

BP 322

95027 CERGY-PONTOISE Cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00 / Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Article 12 - DEROGATIONS

- L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 4.2 du CCAG - MI
- L'article 6.1.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG - MI
- L'article 6.12.1 du présent CCAP déroge à l'article 15 du CCAG – MI
- L'article 7.2 du présent CCAP déroge à l'article 11.2 du CCAG - MI